



POUR REFLECHIR ET POUR AGIR :

La question de l'immigration

Anne-Marie Andrusyszyn ■ Octobre 2015

L'Europe se réveille. Les réfugiés sont à ses portes. Elle va dès lors considérer les bonnes ou mauvaises raisons, de ce subi déferlement.

Les réfugiés, nouvelle forme de migrants « envahissent » ses frontières.

L'Europe, c'est l'évidence est l'héritière des lumières et de la raison et, à ce titre, va se pourvoir de règles et de quotas ! Elle va poser la question fatidique de ce qui pourrait être acceptable ou non dans ses paramètres économiques.

Ces réfugiés si peu bienvenus auront pour certains de la chance d'autres moins. La chance ou la malchance sont fois les mêmes reflets de la servitude. Mais l'Europe des marchés connaît ses chiffres et comme l'humain n'est ni plus ni moins qu'un chiffre à exploiter, combien pourront passer les frontières et sous quelles conditions ? Déjà, contrôles et exigences attendent ces réfugiés et forcément le manuel de la bonne intégration faisant de ceux-ci les bons élèves de l'exploitation et du mépris.

Chaque Etat gèrera ses quotas à la petite semaine. Untel ouvrira ses frontières, tel autre mettra le réfugié au bout du fusil, tel autre encore l'exploitera en fonction de ses compétences : chacun son choix.

L'immigration n'est pas un phénomène nouveau, depuis la nuit des temps les peuples ont immigrés pour des raisons économiques, de sécurité ou climatiques...

Depuis la nuit des temps, les Etats semblent ne pas vouloir gérer ce problème et se cachent derrière des procédures administratives, sécuritaires pour accepter tel ou tel immigré.

La question est de savoir pourquoi ce phénomène nous fait peur et que représente dans l'imaginaire des peuples l'immigré ou le réfugié.

L'exode de pans de population n'a jamais été dépourvue, de risque et de drame et 21 siècles d'histoire de l'humanité n'ont pas rendu, malheureusement, plus intelligents et plus sages nos politiciens.

Les migrations ont toujours rencontré des tensions et peu sont les gouvernements européens qui ont montré des ouvertures et de la compréhension envers ces populations déracinées, à l'exception peut-être des réfugiés sud-américains dans les années 70-80.

Personne ne quitte sa famille, sa communauté, son environnement avec facilité. Certes, l'espoir est là, mais à quel prix. L'exil, le déracinement est une souffrance car on laisse toujours quelqu'un

voire une partie de soi là-bas et le voyage est loin d'être une odyssée de plaisir. La destination finale est souvent plus hostile qu'accueillante.

Les migrants cherchent un meilleur qui fréquemment se révèle abrupt. Nos parents, nos grands-parents, nos voisins, nos amis russes, italiens, polonais, sénégalais, marocains, portugais... savent combien l'apprentissage d'une insertion est source de souffrance et d'incompréhension et combien celle-ci est toujours le croisement d'une multitude de rencontres, de paroles, de reconnaissance, de temps, d'ouverture... L'intégration réussie se construit dans un esprit de relations humaines multiples et non dans des contacts imposés et administratifs.

Quand la vie devient à ce point difficile dans son pays d'origine, il est normal voire salutaire de chercher un meilleur. C'est faire preuve de lucidité et d'intelligence.

La mondialisation a provoqué des flux migratoires. Face à la crise, les jeunes espagnols quittent leur pays pour trouver un emploi ailleurs tout comme l'ont fait les Italiens dans les années 50. Les Syriens fuient leur pays tout comme l'ont fait les belges vers la France durant la deuxième guerre mondiale. Les migrants d'Afrique s'envolent vers d'autres espoirs comme l'ont fait les Irlandais vers les États-Unis après la grande famine de 1845. Tout ceci est dans la normalité de l'histoire du monde. Ce qui devient anormal, c'est qu'aucune leçon ne soit engrangée depuis ces multiples déplacements et exodes. Comme si tout était toujours à refaire et comme si les gouvernements étaient amnésiques des conséquences terribles des politiques de replis sur soi.

Les migrations sont liées à l'insécurité, aux énormes problèmes économiques, sociaux, culturels et politiques. Tous les gouvernements ont connaissance des flux migratoires et de leur intensité.

Il y a 21 millions d'étrangers non européens en Europe soit 4% de la population : un vrai de raz de marée !

Le nombre de réfugiés et d'immigrés ne représente qu'une partie minimale de la population. Mais cet indicateur n'est pas suffisant pour rassurer les populations d'une déferlante migratoire qui viendrait envahir et voler les deniers des États. L'opposition visant à confronter migrants et autochtones précaires est commode. Elle rassure, donne bonne conscience, reconforte et facilite le déploiement des politiques sécuritaires. L'État se voit être une œuvre charitable donnant aux méritants.

Mais réfléchissons un peu. L'Europe doit intégrer 20.000 réfugiés et migrants pour une population de 500 millions d'Européens, soit 1 personne pour 25.000.

Un taux si petit qu'on ne devrait même pas en parler, un taux si petit que ça devrait faire honte de ne pas en accueillir plus, un taux si petit comparé au nombre de morts en Méditerranée et le long des frontières.

Les déclarations des gouvernements européens et de certains politiques ont été nauséuses, alimentant des préjugés racistes et xénophobes.

De ces déclarations qui ont le vent en poupe, faut-il y répondre point par point ? Plusieurs journalistes et essayistes l'ont fait et leurs travaux sont remarquables de chiffres et de contre-propos.

La question n'est pas de savoir si un nombre de migrants est dépassé ou pas. La question est de savoir pourquoi, sachant que les flux migratoires font partie inhérente de l'histoire de l'humanité, l'homme est-il si peu ouvert à l'accueil et à l'ouverture des frontières ?

I D'ailleurs, qu'est-ce qu'une frontière ?

Une frontière est une limite géographique qui définit les pourtours d'un Etat, d'un pouvoir.

Un Etat est une entité souveraine, organisée par un gouvernement et défini par ses frontières et sa constitution.

Mais d'où vient la légitimité originelle des Etats ?

Qui leur a donné ce pouvoir ? Qui le contrôle ? Qui en jouit ?

Le migrant cherche des terres moins hostiles. Il parcourt des milliers de kilomètres, l'espoir de trouver un peu de quiétude, cherchant sur ce bien collectif qu'est la terre, un espace où lui, le nomade pourra soigner ses multitudes blessures. La terre n'appartient plus aux hommes. La planète est une entité entièrement contrôlée par les pouvoirs qu'ils soient économiques ou politiques.

La question de l'immigration pose la question du droit à la planète.

Les richesses de la terre sont dans les mains des puissants. Il y a peu, l'eau était encore un bien commun presque gratuit. Aujourd'hui, elle coule irrésistiblement dans l'escarcelle des multinationales drainant des milliards.

La fiction peut devenir infinie : qui détiendra l'Univers et pour en faire quoi ?

Le migrant, le réfugié, le nomade... sont des êtres humains. A ce titre, ils ont le droit constitutionnel de vivre là où ils veulent et dignement. Ce droit souverain vaut pour tous les hommes, les femmes et les enfants de la planète.